GK. L. 2535/1.

Conseil d'[illegible] - 1952 - Wetgeving
Traduction à la Chambre des Représentants
Vertaling bij de Kamer der V.

Verordinaties (1)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 30 novembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois relatives à la position et l'avancement des officiers de l'active et des sous-officiers de carrière", a donné en sa séance du 10 décembre 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30e November 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten betreffende de stand en de bevordering van de officieren der actieve kaders en van de beroepsonderofficieren", heeft ter zitting van 10 December 1951 het volgend advies gegeven :

La loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne et la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale disposent, respectivement en leur article 17, alinéa 2, 21, alinéa 2, et 21, alinéa 2, que la moitié du temps passé en non-activité pour motif de santé est décomptée de l'ancienneté d'officier.

Le projet a comme premier objet d'abroger ces dispositions à dater du 10 mai 1940.

L'exposé des motifs justifie la suppression de la perte d'ancienneté par le fait que le militaire mis en non-activité pour motif de santé des suites de faits de guerre ou des suites d'accidents dus au service, ne peut équitablement subir un préjudice qui aura des effets sur toute sa carrière.

Le projet a cependant une portée plus large: il s'applique même à l'officier mis en non-activité pour un motif de santé totalement étranger au service et à l'officier mis en congé sans solde dans certaines circonstances.

Le projet a, dès lors, un champ d'application plus vaste que celui annoncé par l'exposé des motifs.

+

+ +

.../...

Les lois précitées, respectivement en leur article 16, 20 et 20, disposent que nul ne peut obtenir de l'avancement pendant qu'il est en non-activité ou en congé sans solde.

Le projet a comme second objet de permettre la nomination rétroactive de l'officier repris en activité, pendant la période de non-activité pour motif de santé ou pendant la période de congé sans solde pour mise à la disposition d'un autre ministère ou pour cause de mission officielle. Cette mesure rétroagit également au 10 mai 1940.

\+

\+ +

Le projet aura pour résultat de permettre de conférer des promotions à des officiers pendant une période durant laquelle ils n'auront pas exercé d'emploi, et de rendre partiellement vaines à leur égard les dispositions légales qui prévoient que des minima de service effectif doivent avoir été prestés dans un grade pour pouvoir accéder au grade supérieur.

\+

\+ +

Le caractère de rétroactivité attaché au projet par son article 4 aura comme effet d'accroître éventuellement le nombre d'emplois d'officiers fixé pour le temps de paix par les lois de cadres.

\+

\+ +

.../...

L'article 4 aura, de plus, comme conséquence de modifier rétroactivement le tableau d'ancienneté dans une mesure favorable pour ceux qui bénéficieront du projet, et dans une mesure défavorable pour ceux qui seront dépassés par application de ses dispositions.

Le Conseil d'Etat est d'avis que le projet, malgré sa portée rétroactive, n'a pas pour objet de remettre en question les nominations régulièrement faites depuis le 10 mai 1940.

Si telles n'étaient pas les intentions du Gouvernement, il conviendrait d'introduire dans le texte une disposition qui règle cette question.

\+

\+ +

Les mêmes observations générales doivent être faites, avec les adaptations nécessaires, en ce qui concerne les modifications apportées aux lois du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers et du 9 juillet 1951 portant le statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale.

\+

\+ +

Le projet appelle, pour le surplus, des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

PROJET DE LOI MODIFIANT LES LOIS SUR LA POSITION ET L'AVANCEMENT DES OFFICIERS ET LES LOIS SUR LE STATUT DES SOUS-OFFICIERS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

§ 1er.- L'article 16 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers est complété par la disposition suivante :

"Toutefois, les officiers se trouvant à nouveau dans la position d'activité, après une période passée en non-activité pour motif de santé ou en

.../...

congé sans solde pour mise à la disposition d'un autre département ministériel ou pour cause de mission officielle, peuvent être promus rétroactivement pendant cette période de non-activité ou de congé sans solde. Le traitement afférent à ce nouveau grade n'est pas dû pour la période passée hors d'activité.".

§ 2. L'article 17, alinéa 2, de la même loi est abrogé.

Article 2.-

§ 1er. L'article 20 de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne est complété par la disposition suivante :

"Toutefois, les officiers se trouvant à nouveau dans la position d'activité après une période passée en non-activité pour motif de santé ou en congé sans solde pour mise à la disposition d'un autre département ministériel ou pour cause de mission officielle, peuvent être promus rétroactivement pendant cette période de non-activité ou de congé sans solde. Le traitement afférent à ce nouveau grade n'est pas dû pour la période passée hors d'activité.".

§ 2. L'article 21 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 21.- Le temps passé en congé sans solde sauf pour mise à la disposition d'un autre département ministériel ou pour cause de mission officielle, et le temps passé en non-activité par mesure disciplinaire sont décomptés de l'ancienneté de l'officier.".

Article 3.-

§ 1er. L'article 20 de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale est complété par la disposition suivante :

"Toutefois, les officiers se trouvant à nouveau dans la position d'activité après une période passée en non-activité pour motif de santé ou en période de congé sans solde pour mise à la disposition d'un autre département ministériel ou pour cause de mission officielle, peuvent être promus rétroactivement pendant cette période de non-activité ou de congé sans solde. Le traitement afférent à ce nouceau grade n'est pas dû pour la période passée hors d'activité.".

§ 2. L'article 21, alinéa 2, de la même loi est abrogé.

Article 4.-

L'article 16 de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers est remplacé par la disposition suivante :

" Article 16.- Nul ne peut obtenir d'avancement s'il n'est dans la position d'activité.

Toutefois, les sous-officiers de carrière se trouvant à nouveau dans la position d'activité après une période passée en non-activité pour motif de santé, peuvent être promus rétroactivement pendant cette période de non-activité. Le traitement afférent à ce nouveau grade n'est pas dû pour la période passée hors d'activité.

.../...

GK. L. 2535/1.

Le temps passé en congé sans solde et le temps passé en non-activité pas mesure disciplinaire sont décomptés de l'ancienneté.".

Article 5.-

§ 1er. L'article 28 de la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale est complété par la disposition suivante :

"Les sous-officiers de carrière se trouvant à nouveau dans la position d'activité après une période passée en non-activité pour motif de santé peuvent être promus rétroactivement pendant cette période de non-activité. Le traitement afférent à ce nouveau grade n'est pas dû pour la période passée hors d'activité.".

§ 2. L'article 29, alinéa 2, de la même loi est abrogé.

Article 6.-

La présente loi sort ses effets le 10 mai 1940.

Toutefois, les revisions des situations nées antérieurement à la publication de la présente loi n'auront lieu que sur demande des intéressés et à la condition que ces demandes soient introduites dans le délai de trois mois à dater de la publication de la présente loi.

Donné à , le

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Défense nationale,

In artikel 17, tweede lid, der wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, in artikel 21, tweede lid, der wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht en in artikel 21, tweede lid, der wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht is bepaald dat de helft van de tijd doorgebracht op non-activiteit om gezondheidsredenen, van de ancienniteit als officier wordt afgetrokken.

Het eerste doel van het ontwerp is, die bepalingen met ingang van 10 Mei 1940 op te heffen.

Om de opheffing van het verlies van ancienniteit te verantwoorden, voert de memorie van toelichting aan dat de militair die, ten gevolge van oorlogshandelingen of van aan de dienst te wijten ongevallen, op non-activiteit om gezondheidsredenen is gesteld, billijkerwijze geen nadeel mag ondervinden dat op zijn gehele loopbaan van invloed zal zijn.

Het ontwerp heeft echter een ruimere draagwijdte: het is van toepassing zelfs op officieren die op non-activiteit gesteld zijn om een gezondheidsreden die niets met de dienst heeft uit te staan en op officieren die in sommige omstandigheden met verlof zonder soldij zijn gezonden.

Het toepassingsgebied van het ontwerp is dus ruimer dan in de memorie van toelichting wordt gezegd.

\+

\+ \+

.../...

De voornoemde wetten bepalen onderscheidenlijk in de artikelen 16, 20 en 20, dat iemand bevordering kan bekomen terwijl hij op non-activiteit of met verlof zonder soldij is.

Het tweede doel van het ontwerp is, mogelijk te maken dat officieren die weder in actieve dienst worden genomen, met terugwerking benoemd worden gedurende het tijdperk van non-activiteit om gezondheidsredenen of gedurende het tijdperk van verlof zonder soldij wegens het ter beschikking stellen van een ander ministerie of wegens een officiële opdracht. Die maatregel werkt eveneens terug tot 10 Mei 1940.

\+

\+ \+

Het ontwerp zal tot gevolg hebben dat officieren kunnen bevorderd worden gedurende een periode waarin zij geen bediening hebben uitgeoefend en dat de wetsbepalingen, volgens welke bepaalde minima werkelijke dienst in een graad vereist zijn voor het bekomen van de volgende graad, te hunnen opzichte gedeeltelijk waardeloos worden.

\+

\+ \+

Het gevolg van de terugwerkende kracht, door artikel 4 aan het ontwerp verbonden, zal zijn het aantal betrekkingen van officier, bij de kaderwetten voor vredestijd vastgesteld, eventueel te verhogen.

\+

\+ \+

.../...

Voorts zal artikel 4 tot gevolg hebben de anciënniteitstabel met terugwerkende kracht in gunstige zin te wijzigen ten aanzien van degenen die voor de bepalingen van het ontwerp in aanmerking zullen komen, in ongunstige zin voor degenen die bij toepassing van deze bepalingen zullen voorbijgegaan worden.

De Raad van State is van advies dat het ontwerp, ondanks de terugwerking, niet strekt om de sedert 10 Mei 1940 regelmatig gedane benoemingen twijfelachtig te maken.

Mocht de Regering het zo niet bedoelen, dan voege men in de tekst een bepaling in tot regeling van die kwestie.

\+

\+ +

Dezelfde algemene opmerkingen gelden, met de nodige aanpassingen, voor de wijzigingen in de wetten van 27 Juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren en van 9 Juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader der zeemacht.

\+

\+ +

Voorts zijn bij het ontwerp opmerkingen betreffende de vorm te maken waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening wordt gehouden :

.../...

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WETTEN OP DE STAND EN DE BEVORDERING DER OFFICIEREN EN VAN DE WETTEN OP HET STATUUT DER ONDEROFFICIEREN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Landsverdediging is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

§ 1. Artikel 16 der wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De officieren die na een tijdperk, doorgebracht op non-activiteit om gezondheidsredenen of met verlof zonder soldij wegens het ter beschikking stellen van een ander ministerieel departement of wegens officiële opdracht, opnieuw in de toestand van werkelijke dienst verkeren, mogen echter met terugwerkende kracht bevorderd worden gedurende dat tijdperk van non-activiteit of van verlof zonder soldij. De aan die nieuwe graad verbonden wedde is niet verschuldigd voor het tijdperk buiten werkelijke dienst doorgebracht.".

.../...

§ 2. Artikel 17, tweede lid, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Artikel 2.-

§ 1. Artikel 20 der wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De officieren die na een tijdperk, doorgebracht op non-activiteit om gezondheidsredenen of met verlof zonder soldij wegens het ter beschikking stellen van een ander ministerieel departement of wegens officiële opdracht, opnieuw in de toestand van werkelijke dienst verkeren, mogen echter met terugwerkende kracht bevorderd worden gedurende dat tijdperk van non-activiteit of van verlof zonder soldij. De aan die nieuwe graad verbonden wedde is niet verschuldigd voor het tijdperk buiten werkelijke dienst doorgebracht.".

§ 2. Artikel 21 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 21.- De tijd doorgebracht met verlof zonder soldij, behalve wegens het ter beschikking stellen van een ander ministerieel departement of wegens officiële opdracht, alsook de tijd doorgebracht op non-activiteit bij tuchtmaatregel worden van de anciënniteit van de officier afgetrokken.".

Artikel 3.-

§ 1. Artikel 20 der wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht wordt met de volgende bepaling aangevuld :

.../...

"De officieren die na een tijdperk, doorgebracht op non-activiteit om gezondheidsredenen of met verlof zonder soldij wegens het ter beschikking stellen van een ander ministerieel departement of wegens officiële opdracht, opnieuw in de toestand van werkelijke dienst verkeren, mogen echter met terugwerkende kracht bevorderd worden gedurende dat tijdperk van non-activiteit of van verlof zonder soldij. De aan die nieuwe graad verbonden wedde is niet verschuldigd voor het tijdperk buiten werkelijke dienst doorgebracht.".

§ 2. Artikel 21, tweede lid, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Artikel 4.-

Artikel 16 der wet van 27 Juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16.- Niemand kan bevordering bekomen tenzij hij in de toestand van werkelijke dienst verkeert.

De beroepsonderofficieren die na een tijdperk, doorgebracht op non-activiteit om gezondheidsredenen, opnieuw in de toestand van werkelijke dienst verkeren, mogen echter met terugwerkende kracht bevorderd worden gedurende dat tijdperk van non-activiteit. De aan die nieuwe graad verbonden wedde is niet verschuldigd voor het tijdperk buiten werkelijke dienst doorgebracht.

De tijd doorgebracht met verlof zonder soldij en de tijd doorgebracht op non-activiteit bij tuchtmaatregel worden van de anciënniteit afgetrokken.".

../...

Artikel 5.-

§ 1. Artikel 28 der wet van 9 Juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De beroepsonderofficieren die na een tijdperk, doorgebracht op non-activiteit om gezondheidsredenen, opnieuw in de toestand van werkelijke dienst verkeren, mogen met terugwerkende kracht bevorderd worden gedurende dat tijdperk van non-activiteit. De aan die nieuwe graad verbonden wedde is niet verschuldigd voor het tijdperk buiten werkelijke dienst doorgebracht.".

§ 2. Artikel 29, tweede lid, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Artikel 6.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 10 Mei 1940.

Herziening van toestanden welke vóór de bekendmaking van deze wet zijn ontstaan, zal echter alleen op aanvraag der betrokkenen plaats vinden en op voorwaarde dat die aanvragen binnen drie maanden na de bekendmaking van deze wet zijn ingediend.

Gegeven te , de

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN,

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter
raadsheren van State

bijzitters van de afdeling wetgeving

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECLEYN.